

Service Santé Protection Animale et environnement

Vesoul, le 19/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**COURTOY (GAEC)**

**RUE DES SAPINS  
70300 EHUNS**

Références : SM/SR N°2022 00932

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2022 dans l'établissement COURTOY (GAEC) implanté RUE DES SAPINS 70300 EHUNS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été programmée dans le but de définir les mises à jour nécessaires pour régulariser la situation administrative des deux exploitations implantées sur le même site à EHUNS : GAEC Courtoy et SCEA les Merveilles de Lô

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COURTOY (GAEC)
- RUE DES SAPINS 70300 EHUNS
- Code AIOT dans GUN : 0057000338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le GAEC Courtoy est une exploitation pluridisciplinaire :

- élevages porcins soumis à enregistrement mais bénéficiaire de l'autorisation délivrée en date du 29 juillet 2010 modifié,
- élevage bovins soumis à déclaration (bovins à l'engrais),

- unité de méthanisation agricole soumise à déclaration,
- boucherie avec abattage non classé,
- élevage de volailles non classé,
- céréales production et stockage soumis à déclaration contrôlée.

L'exploitation est composée de deux sites sur la commune d'EHUNS, seul le site principal (méthanisation, porcs et volailles) a été inspecté (inspection ciblée).

Volumes d'activité :

bovins : 15 vaches laitières et 120 bovins à l'engraissement,  
 porcs : 450 porcs à l'engrais (introduction des porcs à 25kg),  
 volailles : 5 lots de 600 poulets, 2 lots de 120 pintades et 2 lots de 40 dindes,  
 unité de méthanisation : 25 tonnes/ jour,

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Lettre de suite préfectorale
Rétention – Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10	/	Lettre de suite préfectorale
Rétention – travaux d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10.6	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4.3	/	Lettre de suite préfectorale
Localisation des risques Zones ATEX & zones à risque toxique	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4.1	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion du biogaz lors de dysfonctionnement des installations	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.16	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Sans objet
Préservation de la biodiversité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7	/	Sans objet
Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	/	Sans objet
Stations ou équipements de traitement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28	/	Sans objet
Site de traitement spécialisé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30	/	Sans objet
Conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 1.1.1	/	Sans objet
Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.5.1	/	Sans objet
Accessibilité en cas de sinistre	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.5.2	/	Sans objet
Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.9	/	Sans objet
Rétention - capacité	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10.1	/	Sans objet
Rétention – étanchéité aux produits & résistance action physique	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10.2	/	Sans objet
Rétention – étanchéité & vitesse de pénétration	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10.3	/	Sans objet
Rétention – vidange	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10.4	/	Sans objet
Registres entrées/sorties Admission	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.5.1	/	Sans objet
Registres entrées/sorties Enregistrement admission	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.5.2	/	Sans objet
Conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.1.1	/	Sans objet
Modifications	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.2	/	Sans objet
Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certains points de contrôles nécessitent une mise en conformité rapide, notamment la mise en place des extincteurs et l'identification des zones ATEX par apposition d'un affichage adapté. La régularisation du dossier est à réaliser par dépôt au service d'inspection ICPE d'un porter à connaissance.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats : NON CONFORME</b> L'élevage de porcs, se fait dans un bâtiment nouvellement construit. Les anciennes installations destinées à l'élevage porcin ont été reprises par la SCEA les Merveilles de Lô. Elles ont été totalement réaménagées (démolition et reconstruction pour aménagement d'un élevage en porcs bio, courettes extérieures). Au vu de ces modifications un porter à connaissance devra être transmis au service d'inspection des installations classées.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Intégration dans le paysage et propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.  L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats : CONFORME</b>
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Préservation de la biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.
<b>Constats :</b> CONFORME
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Accessibilité de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.  Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.  Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.  Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
<b>Constats :</b> CONFORME 3 voies permettent un accès permanent aux services d'incendie et de secours entre la rue principale et les différents bâtiments composant l'exploitation : - par la SCEA les merveilles de l'ô, - par le côté de la boucherie, - par l'accès à l'ancien GAEC COURTOY.  Absence de véhicules gênants sur le site.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.  A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.  Ces moyens sont complétés : <ul style="list-style-type: none"><li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li><li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li></ul> Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.  Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.  Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li><li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li><li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li><li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li></ul> ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.  Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Constats : NON CONFORME</b> Les extincteurs ont été réceptionnés mais ne sont encore pas mis en place (vu facture des extincteurs du 29/09/2021). Absence d'affichage des consignes.  Sur site sont implantées : <ul style="list-style-type: none"><li>- une borne incendie publique située à moins de 200 mètres des bâtiments,</li><li>- une réserve privée de 120 mètres cubes accolée à la borne (réponse à la demande du SDIS).</li></ul> La présence de vanne de barrage pour l'ensemble du site n'a pas été observée.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Stations ou équipements de traitement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28

**Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie

**Prescription contrôlée :**

Le présent article s'applique aux installations comportant une station, ou des équipements, de traitement des effluents d'élevage.

Avant le démarrage des installations de traitement, l'exploitant et son personnel sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident. La conduite des installations de traitement est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue en la matière.

Les équipements de traitement et/ou de prétraitement et d'aéro-aspiration sont correctement entretenus.

L'installation dispose de moyens de contrôle et de surveillance à chaque étape du processus de traitement des effluents d'élevage permettant de mesurer les quantités traitées quels que soient les types d'effluents.

Pour prévenir les risques en cas de panne ponctuelle de l'installation de traitement des effluents d'élevage, l'installation dispose de capacités de stockage suffisantes pour stocker la totalité des effluents le temps nécessaire à la remise en fonctionnement correcte de l'installation.

Tout équipement de traitement et d'aéroaspiration est équipé d'un dispositif d'alerte en cas de dysfonctionnement. L'arrêt prolongé du fonctionnement de l'installation de traitement est notifié à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, et les solutions alternatives de traitement mises en œuvre sont mentionnées.

Les boues et autres produits issus du traitement des effluents peuvent être épandus sur des terres agricoles en respectant les dispositions des articles 27-1 à 27-5.

Pour prévenir les pollutions accidentelles, l'exploitant est tenu :

- de mettre en place des dispositifs (par exemple talus ou regards de collecte) permettant de contenir ou collecter temporairement toute fuite accidentelle issue des différents équipements de traitement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;
- d'installer aux différentes étapes du processus de traitement des dispositifs d'alerte en cas de dysfonctionnement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;
- de mettre en place des dispositifs d'arrêt automatique sur le système d'aéroaspiration ou de ferti-irrigation de l'effluent épuré (par exemple en cas de baisse anormale de pression interne du circuit ou d'arrêt anormal du déplacement du dispositif d'aspiration) ; cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2018).

Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement.

**Constats :** Les effluents d'élevage sont traités dans l'unité de méthanisation implantée sur le site : unité de méthanisation soumise à déclaration sous la rubrique 2781.

Les constats relatifs à cette installation sont relevés dans les items dévolus à cette activité (voir plus loin dans le rapport)

**Observations :** {Non Renseigné}

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Site de traitement spécialisé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.  Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.
<b>Constats :</b> CONFORME
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Conformité de l'installation à la déclaration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée et réalisée conformément aux plans joints à la déclaration. Le plan détaillé précisant les emplacements des différents équipements et des organes associés ainsi que les adaptations réalisées est mis à jour chaque fois que nécessaire.
<b>Constats :</b> CONFORME
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Clôture de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation -aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation. La zone affectée au stockage du digestat peut ne pas être clôturée si l'exploitant a mis en place des dispositifs assurant une protection équivalente. Pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, une simple signalétique est suffisante.
<b>Constats :</b> CONFORME
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Accessibilité en cas de sinistre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation -aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès relie la voie de desserte ou publique à l'intérieur du site et est suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
<b>Constats :</b> CONFORME
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Rétention des aires et locaux de travail

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation-entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. À cet effet, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.
<b>Constats :</b> Deux locaux pourraient être concernés par cet item : - local de cogénération : pas de stockage de produits dangereux et moteur sur bac de rétention ; - local GNR Gasoil, local électrique / chaudière fuel : pas de stockage de produits dangereux.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rétention – Cuvettes de rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation-entretien

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage de matières liquides autres que le digestat, les matières en cours de traitement ou les effluents d'élevage, susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, est associé à une capacité de rétention de volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir servant au stockage de ces matières liquides ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants), avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'installation est en outre munie d'un dispositif de rétention, le cas échéant effectué par talutage, d'un volume au moins égal au volume du contenu liquide de la plus grosse cuve, qui permet de retenir le digestat ou les matières en cours de traitement en cas de débordement ou de perte d'étanchéité du digesteur ou de la cuve de stockage du digestat.

Pour les cuves enterrées, en cas d'impossibilité de mettre en place une cuvette de rétention, justifiée dans le dossier de déclaration, un dispositif de drainage est mis en place pour collecter les fuites éventuelles.

**Constats : NON CONFORME**

Les produits tels que du glycol et de l'huile de moteur sont stockés en extérieur. Ceux-ci ne sont pas équipés de système de rétention.

Les cuves de méthanisation et de stockage du digestat sont pour leur plus grande partie enterrée (le liquide est stocké au maximum à 1 mètre au dessus du niveau du sol).

Ces dernières sont équipées de drains et de regard de visite.

Les liquides étant stockés au-dessus du niveau du sol dans les trois cuves partiellement enterrées, un système de rétention doit être mis en œuvre : talutage permettant de stocker le volume hors sol de la plus grosse cuve, par exemple.

**Observations :** {Non Renseigné}

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Rétention - capacité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation-entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> Uniquement implantation de nouveaux équipements : 2.10.1. Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : -100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent 2.10.1, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10 <sup>-7</sup> mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu. Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les cinq ans.
<b>Constats : NON CONCERNE</b> Absence d'implantation de nouvel équipement
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Rétention – étanchéité aux produits & résistance action physique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation-entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> 2.10.2. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. A partir du 1er juillet 2022 : Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.
<b>Constats :</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. --> NON OBSERVE car non mis en œuvre  L'ensemble des réservoirs fixes enterrés sont équipés d'une sonde de niveau "maxi", d'un "stop pompe" et d'une alerte par sms en cas d'atteinte du niveau haut ou d'une défaillance.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rétention – étanchéité & vitesse de pénétration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation-entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> Uniquement implantation de nouveaux équipements 2.10.3. A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes : -un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10 <sup>-7</sup> mètres par seconde ; -une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/ V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/ V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport h/ V calculé. L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.
<b>Constats :</b> NON CONCERNE
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rétention – vidange**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation-entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> 2.10.4. Le cas échéant, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.
<b>Constats :</b> NON CONCERNE
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rétention – travaux d'étanchéité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation-entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> 2.10.6. Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, l'exploitant recense dans un délai de deux ans à compter de cette date les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du point 2.10.3. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après le 1er juillet 2021.
<b>Constats : NON CONFORME</b> A mettre en œuvre au niveau de la zone de rétention des cuves de digestat (digesteur, post-digesteur et stockage).
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Gestion du biogaz lors de dysfonctionnement des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation-entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent point. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes. Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1er juillet 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures. A partir du 1er juillet 2022 : Pour toutes les installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé au point 3.6.2, pour faire face à un éventuel pic de production. Ces mesures prévoient le stockage temporaire d'une quantité de biogaz déterminée en fonction de la documentation fournie par les constructeurs des installations. Cette quantité ne peut être inférieure à 6 heures de production nominale, ou 3 heures pour les installations disposant d'une torchère installée à demeure, dans la limite de 5 tonnes. Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.
<b>Constats :</b> CONFORME Présence d'une torchère permanente.  Du fait de la récente mise en application de l'alinéa trois de l'article 2.16 (1er juillet 2022) ce point n'a pas été observé, les prescriptions contenues dans ce dernier sont, néanmoins, à mettre en œuvre.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Registres entrées/sorties Admission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation-entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> L'admission des déchets suivants sur le site de l'installation est interdite : <ul style="list-style-type: none"><li>- déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ;</li><li>- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) no 1774 2002 ;</li><li>- déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection.</li></ul> Toute admission envisagée par l'exploitant de matières à méthaniser d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans le dossier de déclaration est portée à la connaissance du préfet.
<b>Constats : CONFORME</b> Intrants : - fumiers (bovins, volailles, porcs) et jus de fumiers de la SCEA les merveilles de Lô et du GAEC Courtoy, <ul style="list-style-type: none"><li>- issus de céréales du GAEC Courtoy et de la société Foricher meunier (Fougerolles),</li><li>- lactosérum (société Eurosérum),</li><li>- mélanges de végétaux (oignons, pomme de terre, ...) de la société D-Carbone (Nancy), si besoin pour le bon fonctionnement de l'unité de méthanisation,</li><li>- intercultures (seigles, maïs).</li></ul>
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Registres entrées/sorties Enregistrement admission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation-entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement : <ul style="list-style-type: none"><li>- de leur désignation ;</li><li>- de la date de réception ;</li><li>- du tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, du volume ;</li><li>- du nom et de l'adresse de l'expéditeur initial ;</li><li>- le cas échéant, de la date et du motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destin prévue des déchets et matières refusés.</li></ul> L'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception ou des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée. Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de trois ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.
<b>Constats : NON INSPECTE</b> Observation : <ul style="list-style-type: none"><li>- Une convention d'échange "fumier/ paille" est mise en place entre le GAEC Courtoy et la SCEA les Merveilles de Lô,</li><li>- Les autres intrants sont accompagnés de bordereaux.</li></ul>
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation-entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé, implantés, de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve, d'une part, à moins de 100 mètres d'un appareil et, d'autre part, à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures ;</li><li>- de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.</li></ul> A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'accord des services départementaux d'incendie et de secours. L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; Ces moyens sont utilisables en période de gel. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage prévu au deuxième alinéa du présent point. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
<b>Constats :</b> NON CONFORME (idem article 13 de l'AMPG du 27/12/2013) Comme pour les points contrôlés au titre de l'activité porcine, les extincteurs ne sont pas installés.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Localisation des risques Zones ATEX & zones à risque toxique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation-entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes (une alarme visuelle et sonore est déclenchée pour une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune de ces zones, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans son programme de maintenance préventive.
<b>Constats :</b> NON CONFORME Les zones ATEX sont connues de l'exploitant et avaient été identifiées par apposition de pancartes, mais celles-ci sont devenues illisibles.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Conformité de l'installation à la déclaration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.
<b>Constats :</b> CONFORME Les effectifs bovins (activité soumise à déclaration sous la rubrique 2101) sont cohérents avec les déclarations ICPE : - 60 jeunes bovins à l'achat / an, - 15 vaches allaitantes. Pour un effectif présent total présent de : - 120 bovins à l'engraissement, - 15 vaches laitières L'objectif est un effectif de 40 vaches laitières au lieu de 15 afin de diminuer les achats de veaux.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.
<b>Constats :</b> CONFORME Dernière déclaration de modification faite en 2021.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Intégration dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> NON INSPECTE Le site où sont détenus les bovins n'a pas été inspecté.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet